Document generated on 08/03/2025 9:29 p.m.

Les Cahiers des Dix

Mes Tablettes

Léo-Paul Desrosiers, M.S.R.C.

Number 12, 1947

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1080150ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1080150ar

See table of contents

Publisher(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (print)
1920-437X (digital)

Explore this journal

Cite this article

Desrosiers, L.-P. (1947). Mes Tablettes. *Les Cahiers des Dix*, (12), 75–92. https://doi.org/10.7202/1080150ar

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté,

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Mes Tablettes

Par LÉO-PAUL DESROSIERS, *M.S.R.C.*
et de l'Académie canadienne-française.

Dès la première page, Romuald Trudeau fournit des renseignements sur lui-même. Il est né en 1802 ; en 1812, il entre « au latin » et commence ses études classiques au séminaire de Montréal. Son premier instituteur est M. Joseph Comte ; sous sa direction, il franchit les trois premières étapes : éléments, syntaxe et méthode. Sous M. Lagarde, il « fait ses humanités », et sous M. Comte de nouveau, les Belles-Lettres. Puis, « M. Claude Rivière, homme dont le nom me sera toujours cher, et me rappellera toujours des souvenirs bien flatteurs », devient son professeur de rhétorique en 1817, année ou il remporte le prix d'excellence et celui d'amplification française « dont le sujet était les Beautés et les avantages de l'art de la gravure ». La même année, il joue un rôle « dans un plaidoyer de la composition de M. Rivière et qui a été débité sur le théâtre . . . » ; ses partenaires sont M. Comte, M. Brindamour et M. McCord. Enfin, il fait ses deux années de philosophie « sous l'aimable M. A. Houdet ». Il termine ses études le 15 août 1820 à l'âge de dix-huit ans et six mois. Comme c'est la médecine qui l'attire, il signe un engagement de deux années avec le Dr J.-R. Kimber, à raison de vingt-cinq louis par année. A ce moment il a fait non moins de deux voyages à Québec ; sa mère est morte en 1812, et il la regrette vivement. Le 5 novembre 1823, à une heure, il subit son examen « comme apothicaire » devant un bureau composé de quatre médecins : « Après un certain nombre de questions sur la Chimie et la matière médicale ils m'ont accordé mon certificat que j'ai immédiatement fait insinuer à la cour moyennant une guinée que j'ai payé au greffier, Delisle ».

Le 13 du même mois, il reçoit de Québec la Commission portant autorisation d'exercer les fonctions d'apothicaire sans crainte d'être inquiété ; il doit verser pour ce nouveau document la somme de deux louis, treize chelins et deux deniers. Quelques jours s'écoulent, et le jeune apothicaire acquiert un fonds de commerce ; le 21 novembre, il achète, en effet, « toute l'apothicairerie complète du docteur R.J. Kimber à raison de L 900 et depuis le premier décembre j'ai commencé à travailler pour mon propre compte ». Toutefois, l'expérience lui manque encore, semble-t-il, car un peu plus de deux mois plus tard, soit le 23 janvier 1824, il est victime d'un grave accident « occasionné par l'explosion subite d'un mélange d'acide nitreux et de mercure, ingrédients qui entrent dans la composition de l'onguent citrin. L'explosion fut si violente, qu'elle me fit jaillir tout l'acide au visage, et me brûla horriblement : il m'en tomba une partie sur les mains. Les paupières, vives de leur naturel, se refermèrent heureusement assez tôt, pour que l'acide n'endommagent pas le globe de l'oeil. Néanmoins je passai trois semaines sans voir le jour, cécité occasionnée par la grande enflure, et l'occlusion des paupières ». De nombreux médecins visitent le malade : « On me tira immédiatement 3 grandes assiettées de sang » ; aucune fièvre ne se déclare. Le 7 février, le patient commence à recouvrer la vue ; et le troisième mois, il vaque à ses occupations « en se servant d'une lunette à quatre verres ». D'autres détails sur la pharmacie et l'accident se retrouveront plus tard dans une lettre qu'il écrira à son oncle Alexis Trudeau : « Nous occupons encore au coin du vieux marché, dira-t-il, la même maison à laquelle vous avez travaillé vous-même quelque temps avant que de nous laisser en 1818 ; le comptoir du magasin est encore recouvert du même tapis que vous vous rappelez sans doute d'avoir posé ; mais à la place des marchandises on ne voit que flacons, drogues et médecines ». L'accident dont il a été victime l'a un peu défiguré ; sa vue est restée un peu défectueuse ; depuis six ans déjà, il est à son comptoir, à son laboratoire. Son père lui a donné le magasin ; mais il continue à en occuper une partie, non pour la ven-

te des « marchandises sèches » qui l'occupait autrefois, mais pour revendre aux étrangers « qui viennent à présent en grand nombre visiter le Canada », des articles de fabrication indienne. L'un de ses frères étudie le droit, l'autre conduit un commerce à Maskinongé.

M. Trudeau, apothicaire, bon bourgeois, écrit une espèce de journal. Il l'appelle *Mes Tablettes*. Le sous-titre est le suivant : « Mémoires de ce que je croirai assez intéressant pour en conserver le souvenir. Il sera distribué par dates avec autant d'exactitude que possible ». Les premières inscriptions sont de l'année 1820 ; elles se succèderont pendant une période de vingt-cinq ans environ. Toutes ne seront pas de sa composition. M. Trudeau copiera des articles de journaux et de revues, tout en indiquant ses sources ; il reproduira des lettres, des poésies, des statistiques, etc. La matière sera diverse comme la vie : politique, événements religieux et nationaux, commerce, industrie, transports, curiosités scientifiques et naturelles, affaires municipales, incendies, etc., lui fourniront des sujets intéressants. La politique, surtout, car l'auteur assiste aux événements qui préparent la révolution de 1837, à la révolte elle-même, aux premiers essais du gouvernement responsable et de l'Union. Il ne faut pas s'attendre à trouver de l'inédit à jet continu dans *Mes Tablettes*. La même substance se retrouverait en bonne partie dans les journaux du temps, dans les documents officiels, dans les volumes d'histoire. Ce qu'il faut y chercher peut-être avant tout, c'est la réaction particulière d'une intelligence et d'une sensibilité devant des faits historiques; et d'après cette réaction, comprendre de quelle façon ils influaient sur le public. Cette période est l'une des plus importantes de l'histoire du Canada. Dans les premières pages s'inscrivent les belles archives des Comités qui surent faire échec au projet d'union des deux Canadas de l'année 1822 ; dans les dernières, l'arrivée de lord Elgin. Le monde politique est en fermentation ; les formes constitutionnelles sont en discussion ; bureaucrates et patriotes s'étreignent dans une lutte terrible qui n'en finit pas de durer ; l'avenir du

Canada est à Dieu, comme il ne le sera peut-être jamais ensuite au même degré ; les convulsions se succèdent, la tempête éclate à plusieurs reprises, sans apporter la paix. Montréal se développe vite, et comme un jeune Titan, il fait éclater ses habits successifs qui sont toujours trop étroits, trop usés ; deviendra-t-il ville anglaise, ville française ? Les cadres religieux sautent aussi : un évêque est nommé, un diocèse se crée, les églises se construisent et s'agrandissent, les communautés religieuses s'installent ; et toute cette croissance rapide n'a pas lieu sans heurts et sans rumeurs. M. Trudeau assiste à ce spectacle ; son travail exécuté, je suppose, durant les longues et bonnes soirées d'autrefois, il taille sa plume et il écrit sur ses cahiers. Tout l'intéresse depuis le fait divers, l'anecdote jusqu'aux grands problèmes qui se posent devant son pays et devant le monde. Le domaine économique lui est même particulièrement cher. M. Trudeau a un esprit curieux ; il prend une vue très bonne et très humaine des choses ; il est raisonnable. Et surtout, il est patriote, dans le sens qu'il aime bien les Canadiens-français et sa patrie. Sa sensibilité est vive ; il réagit vigoureusement sous les coups d'épingle ou de lance de l'injustice, de l'oppression, de la force qui prime le droit. Il ne trouve parfois plus ses mots pour clamer toute son honnête indignation. Il n'a pas de calculs, c'est le coeur qui parle. La prudence tempèrera plus tard son ardeur. Son catholicisme parait très sincère ; certains événements religieux le rempliront d'une émotion qui se lira clairement dans ses phrases ; car certaines prédications le touchent. Il aime bien sa ville, il admire quelques-unes de ses beautés naturelles. En un mot, M. Trudeau est l'homme un peu au-dessus de la moyenne, intelligent certes, de bonne foi, bien placé pour écouter tous les bruits.

Naturellement, c'est la politique qui vient en premier lieu dans ce recueil. Au début, M. Trudeau note l'agitation qui accompagne dans sa province le bill de l'union des deux Canadas présenté à Londres. Il est à ce moment plutôt sobre dans ses commentaires, bien qu'il soit fier de l'unanimité qui règne parmi ses concitoyens et du succès qui couronne leur campagne. Toutefois, les questions parlementaires oc-

cupent relativement peu de place pendant un certain nombre d'années. On suit mal le fil des événements. Des banquets à sir Francis Burton, puis soudain le retour de lord Dalhousie qui revient d'Angleterre. Et alors se prépare et s'amorce la première grande crise canadienne, celle qui trouble les couches profondes de la population et qui est pour ainsi dire un essai de révolution. Moins dangereux que ceux qui viendront plus tard. A ce moment, on le voit bien, il reste une espérance aux Canadiens : l'Angleterre elle-même. Leur loyauté est grande ; la guerre de 1812 vient de prouver que nombre d'entre eux, si ce n'est tous, sont convaincus qu'ils peuvent vivre libres, indépendants et fiers sous le drapeau anglais. Le gouvernement de Londres commet parfois des actes qui leur répugnent ; c'est parce qu'il est trompé par le gouverneur, par les fonctionnaires, par les bureaucrates du Canada ; et, assez souvent, le gouverneur est trompé par la clique qui s'empare de lui à son arrivée. La tâche pressante est de le détromper, de le renseigner honnêtement. Ne vient-il pas d'abandonner le bill d'union de 1822 après avoir appris des agents envoyés par le peuple quel était au Canada le véritable état des choses ? D'autres succès du même genre sont possibles, car celui-là indique la route à suivre. Cette confiance dans le gouvernement ou le parlement de Londres, elle se manifestera pendant plusieurs années dans la volonté de la Chambre d'avoir à Londres un agent bien à elle ; c'est-à-dire un homme qui racontera les faits tels qu'ils sont, déjouera les embûches, rétablira la vérité, renseignera les ministres de façon véridique. Pardessus la tête des fonctionnaires, elle veut en appeler directement à l'autorité suprême, sûre qu'elle aura gain de cause. Sans aucun doute, cette espérance n'est peut-être ni générale, ni complète ; mais elle est forte. Et elle enlève aux premières convulsions le caractère de désespoir qu'auront les secondes. Elle est en un mot une soupape de sûreté qui jouera pendant quelques années avec beaucoup d'efficacité. Personne n'est encore convaincu qu'il n'y a de justice à espérer nulle part.

Le retour de lord Dalhousie marque peut-être le moment où la crise constitutionnelle prend une grande profondeur et pénètre dans

les couches populaires. Avec sir Francis Burton, on avait cru la grande question des subsides réglée. La prorogation des Chambres, leur dissolution prouvent tout de suite qu'elle ne l'est pas ; elles agissent comme un coup de fouet sur le public, et en tout cas, sur l'apothicaire appliqué qui rédige *Mes Tablettes*. « Voici, dit-il, une lutte des plus grandes qui se prépare, lutte d'autant plus à redouter qu'elle parait soutenue et appuyée par les autorités supérieures . . . » Plus loin, il dira encore ce qui suit : « Le bill des subsides. Voilà toujours la pierre d'achoppement, le grand écueil. On ne peut s'empêcher d'élever des doutes sur la franchise et la justice de l'administration qui a conseillé une prorogation si prématurée, et dictée une harangue des plus indignes et des plus mensongères. » Enfin, on est « sur le bord du précipice où l'on veut nous précipiter . . . » Il se produit alors comme une cristallisation des sentiments qui se forme peu à peu depuis des années ; et la question se pose de façon définitive ; il n'y a plus moyen d'y échapper.

Désormais, les événements politiques vont occuper une place de plus en plus considérable dans *Mes Tablettes* ; un jour prochain, ils l'occuperont pratiquement toute jusqu'en 1838. Et dans les nombreuses pages que M. Trudeau leur consacre, dans cette agitation fort vivante qu'il décrit, on devine mieux, semble-t-il, la part des faits secondaires dans la révolution de 1837. Les grandes questions, subsides, réforme du Conseil législatif, etc., restent au premier plan. Mais les causes secondes n'en agiront pas avec moins de virulence. Les élections, par exemple. On sait ce qu'est une élection aujourd'hui. Mais dans ce temps-là, pas au Canada seulement d'ailleurs, elles prenaient parfois un caractère horrible et fantastique. L'administration était en bonne posture pour les manipuler ; elle n'y manquait pas. Le chef d'oeuvre du genre est peut-être l'élection complémentaire de 1832, dans Montréal-Ouest, quand il s'agit de donner un remplaçant à M. John Fisher qui vient de démissionner. Le candidat des patriotes est un Irlandais, M. Tracey, éditeur du *Vindicator*, qui a été arrêté récemment et auquel ses partisans ont fait un grand triomphe.

« . . . La bureaucratie qui se compose de toute la population anglaise et écossaise de Montréal devint tout en émoi quand elle vit les efforts faits par les Canadiens en faveur du docteur Tracey . . . » ; elle se choisit un bon candidat et elle entame une lutte à fond. Alors, au lieu de se disperser, de s'affaiblir ainsi dans toute la province, les forces, les violences des deux partis se concentrent dans un seul comté. Et la votation elle-même, au lieu de durer un seul jour comme aujourd'hui, se prolonge pendant vingt-quatre jours. C'est comme un corps à corps prolongé. Chaque soir on compte les bulletins de vote, chaque soir le sort oscille ; et le jour, c'est naturellement la course aux voteurs, c'est l'emploi de l'intimidation, de la corruption, de la persuasion. Comme dit M. Trudeau, « des circulaires imprimées étaient distribuées aux portes de toutes les maisons . . . » ; les comités poussent comme des champignons ; quand le bureau de votation s'ouvre, une trentaine de forts recrutés par la bureaucratie, ne laissent approcher que les électeurs de M. Bagg ; le lendemain, il faut une petite émeute pour balayer cette tourbe ; soudain, le poll disparaît, il faut le retrouver ailleurs ; l'officier refuse une fois de le fermer quand plus d'une heure s'est écoulée sans qu'aucun vote soit enregistré ; des connétables ou policiers sont envoyés sur les lieux ; quand la nuit tombe, des bagarres et des attentats ont lieu, des coups de couteau se donnent ; la fermentation populaire, l'énervement, l'exaspération croissent et croissent, car en plus de la querelle politique il y a un conflit de race ; les magistrats qui semblent bien être en l'occurrence les administrateurs de Montréal, demandent au commandant militaire de tenir ses troupes prêtes ; une bagarre se déclare à la Place d'Armes et les connétables l'excitent plutôt qu'ils ne l'apaisent ; les habits rouges paraissent ; après la fermeture du bureau de vote, l'un des derniers jours, M. Tracey retourne chez lui avec de nombreux amis ; les bureaucrates leur lancent des pierres; les patriotes ripostent, ils poursuivent ces ennemis ; les soldats s'avancent alors et ils se lancent aux trousses de M. Tracey et de son groupe ; des magistrats leur demandent d'ouvrir le feu ; ils font feu, on ramasse ensuite des morts et

des blessés. « Il est impossible de ne pas être convaincu que l'on avait le dessein de faire un massacre général, dit M .Trudeau ; il est clairement prouvé que la faction ennemie des Canadiens se préparait à cette atrocité depuis longtemps ». Voilà les faits auxquels la foule croit.

Les élections sont donc l'un des facteurs qui tiennent le peuple en effervescence. Il y en a beaucoup d'autres. Leur jeu s'enchaîne continuellement pendant quelques années, de sorte que l'esprit populaire n'a pas l'avantage de se reposer. Par exemple, après l'échauffourée racontée plus haut, l'enquête du coroner a lieu. Papineau lui-même assiste à toutes les séances ; les deux partis se livrent une lutte devant les jurés. Les commandants des troupes sont arrêtés, libérés sous caution, et la bataille se poursuit dans ce nouveau domaine. Ludger Duvernay et Tracey sont arrêtés ; lors de leur élargissement, les patriotes leur organisent un triomphe. Ou bien l'administration décide de remplacer un grand nombre de fonctionnaires, d'officiers de milice ; et les destitutions se succèdent, pendant des mois, irritant et exaspérant les esprits. L'agitation politique empoisonne ainsi presque tous les faits de la vie quotidienne, elle leur donne un retentissement qui n'en finit pas. Ce sont des assemblées et des contre-assemblées ; des manifestations et des contre-manifestations. On dirait une furieuse partie d'échecs où chaque mouvement de l'un des joueurs attire un contre mouvement de la part de l'autre, dans une chaîne sans fin. Et à mesure que le temps passe, monte la diapason des discours, des articles de journaux, des accusations. En un mot, pour se faire une idée exacte de ces années, peut-être faut-il lire absolument une oeuvre comme *Mes Tablettes* où s'inscrit dans tous ses aspects la marche vivante de l'agitation, où se marquent ses flux et ses reflux, où s'enregistrent les mille batailles qui la composent, et les mille causes qui l'alimentent. C'est alors que l'on voit bien qu'elle est un grand flot vivant, tumultueux, bouillonnant ; et non plus cette révolution stylisée qui ne se suspend qu'à une ou à deux grandes questions, et à quelques assemblées célèbres.

Et peu à peu apparaissent dans *Mes Tablettes* ce que l'on pourrait appeler l'état d'esprit révolutionnaire. Il ne s'agit pas de plans nets, précis, concrets de révolution. Au contraire, ce sont des rêves d'indépendance et de liberté. On pense aux Etats-Unis qui, dans des circonstances pareilles, ont décidé de conquérir leur liberté et ont réussi ; des difficultés surgissent entre l'Angleterre et les Etats-Unis au sujet des frontières du Maine, et l'on se demande si la république voisine ne donnera pas son assistance aux patriotes canadiens. Idées nées de ce temps de misère, et qui se développent largement dans les esprits quand il est bien acquis que le gouvernement anglais appuie à fond le gouvernement canadien dans l'affaire des subsides. C'est alors qu'une autre espérance meurt. Mais pendant ce temps, la bureaucratie agit, non pas comme si elle se trouvait simplement en face d'un état d'esprit révolutionnaire, mais en face d'une révolution tout simplement. Elle remplit Montréal de troupes ; sir John Colborne devient le chef de la province. Elle commence les arrestations. Alors tous les patriotes les plus éminents s'enfuient. Ils se dirigent vers le sud, ils se rencontrent à la frontière ; et c'est dans les conseils de ces fugitifs, chassés pour ainsi dire de leur pays et de leur propre existence, qu'éclate la révolution. Les mesures de rigueur la font soudainement mûrir et porter son fruit . . . M. Trudeau le dit ingénument. Parlant de la frontière américaine et des fugitifs canadiens, il affirme ce qui suit : « . . . C'est là qu'ils forment le projet hardi mais imprudent de lever l'étendard de l'insurrection . . . ; leur rêve de révolution et d'indépendance dégénéra tout à coup pour eux en une réalité dont ils se déterminèrent à courir les chances et les hasards, avant d'en avoir bien calculé les probabilités et les conséquences, et avant d'être certains que tous ou au moins la grande majorité de leurs concitoyens seraient d'accord à entrer de bon gré dans une croisade aussi avantureuse, pour laquelle il n'y avait rien, absolument rien de préparé et pour laquelle pourtant il s'agissait de se mettre en campagne sous une période d'un mois ». Des rêves de révolution et d'indépendance, M. Trudeau en a eu comme les autres ; il nous les li-

vre candidement dans *Mes Tablettes*. Mais du rêve à la réalité, il y a large marge ; et seuls la franchiront d'abord, sous la pression de la force, les meneurs menacés d'arrestation, qui sauront rallier quelques milliers d'adhérents sous leur bannière.

Il serait possible d'épiloguer ainsi à l'infini sur le journal de M. Trudeau, témoin passionné, fiévreux, en qui retentissent avec force les événements publics. Les événements de l'époque se coordonnent dans *Mes Tablettes* et s'y enchaînent, pour former un tout. Le lecteur y voit à quelle date sont arrivées les nouvelles de la révolution du Haut-Canada et leurs conséquences ; il peut suivre le mouvement d'enthousiasme et d'espérance que suscite la nomination de lord Durham comme gouverneur des Canadas et enquêteur spécial ; puis l'hésitation, et enfin l'amertume qui suit la publication du rapport. Peut-être M. Trudeau n'a-t-il pas compris parfaitement la signification du gouvernement responsable ; il se détache assez complètement de la politique après 1840 : il rendra visite à l'Assemblée délibérante, quand le Parlement siègera à Montréal, il admirera le calme, la résolution, la bonne tenue, de la députation que conduit La Fontaine ; mais le feu n'y est plus, l'ardeur ancienne s'est éteinte, et l'admirateur passionné de Papineau ne brûlera pas beaucoup d'encens devant les idoles nouvelles.

Les historiens trouveront beaucoup à apprendre et à glaner dans *Mes Tablettes*. Ceux qui aiment à reconstruire le passé, y trouveront aussi l'atmosphère du Montréal de cette époque et du Bas-Canada. Beaucoup de pages pittoresques se détachent : c'est une description minutieuse du collège de Montréal, celle de la maison de campagne du Séminaire de Québec, Saint-Joachim ; c'est le spectacle terrifiant de l'épidémie de choléra qui soudain s'introduit dans le Bas-Canada et circule de ville en ville ; c'est un portrait minutieux du Parlement de Montréal ou une étude sur l'augmentation de la valeur des propriétés. Les événements religieux occupent beaucoup de place, depuis les difficultés qui accompagnent les premiers jours d'épiscopat de Monseigneur Lartigue jusqu'à l'arrivée sous Monseigneur

Bourget de plusieurs communautés religieuses. Dans toutes ces pages, le lecteur discerne que M. Trudeau aime bien sa ville. Ainsi en 1826, il se promène le long du nouveau canal Lachine en bon bourgeois et en badaud. Cet ouvrage lui paraît admirable ; ainsi « l'entrée du canal de la Chine (est) la plus belle et la plus agréable promenade de tout Montréal. On y jouit tout à la fois de la fraîcheur de l'air, de la perspective d'une grande étendue du fleuve St-Laurent, et de l'aspect de la cité qui l'avoisine ». Si vous passez sur le pont de pierre qui la franchit, « vous avez un des plus beaux points de vue possible . . . » ; les spectacles qui s'offrent à vous sont multiples, ils « vous jettent dans une espèce de ravissement » ; ici, c'est la montagne « embellie par la verdure du printemps » ; là, l'île Sainte-Hélène garnie d'arsenaux, de casernes et de batteries ; puis voilà toute la ville dominée par le vaisseau de la nouvelle église ; l'immense fleuve fuit dans le paysage avec ses voiliers en mouvement ; enfin dans les alentours apparaissent les campagnes, les Laurentides lointaines. Les promeneurs abondent : « Vous y verrez aussi à toutes les heures de la journée quelques-uns de vos semblables qui viennent tour à tour visiter ces beaux lieux . . . »

M. Trudeau est également fort intéressé dans le développement de l'autonomie de sa ville. Il note les divers stages qu'elle franchit. Ainsi, il racontera en détail par exemple cette assemblée des citoyens du 4 janvier 1827 où la demande d'incorporation se fait insistante et générale. Comme bien l'on pense, la question est à l'ordre du jour depuis quelques années. Un bill à cet effet a déjà été présenté à plusieurs reprises ; la Chambre l'a adopté ; mais chaque fois, le Conseil législatif l'a rejeté. Comment s'étonner de cet échec devant un Corps « dont la plupart des membres semblent l'avoir pris en horreur » ? Pourquoi ? Il est assez difficile de le présumer. Il est assez probable toutefois que les bureaucrates veulent garder l'administration de la ville ; du jour où il y aura des élections, les Canadiens auront la majorité dans le conseil, ils auront la main mise sur la police, ils contrôleront tous les services municipaux. Pourtant, en 1827, ce

sont justement les mandataires du gouvernement provincial, les magistrats, qui convoquent les citoyens. Ceux-ci se rassemblent au Palais de Justice. La présidence est offerte à John Molson qui refuse sous prétexte que la ville n'est pas assez mûre pour devenir municipalité. George Moffat accepte. Peter McGill, D.-B. Viger et Papineau parlent à tour de rôle. « M. Peter McGill a fait voir en peu de mots l'insuffisance du système actuel de police, le défaut de sûreté des propriétés dans les cas d'incendies et l'incorporation comme le seul moyen efficace pour y apporter remède. Il a cité quels grands avantages plusieurs villes considérables de l'Europe et des Etats-Unis ont retirés de pareilles incorporations. Il présente plusieurs résolutions qui seraient adoptées à l'unanimité sans le vote dissident de M. Molson. Il y en a six. La première spécifie pour quelles raisons les Montréalistes demandent un conseil municipal : ils veulent s'occuper du développement de leur port qui est en mauvais état, créer un service efficace pour combattre les incendies, augmenter le corps de police, réformer le système de comptabilité actuel qui est trop sommaire « dans l'application des revenus de la ville . . . » Par la seconde, ils affirment bravement « que les habitants d'une ville telle que celle-ci, sont les meilleurs juges de ce qui peut être nécessaire à l'avancement de sa prospérité » ; en plusieurs pays, en Angleterre notamment, on a noté qu'il était avantageux de « confier aux habitants des villes et des cités le soin de régler leurs intérêts municipaux » ; le même phénomène se produira à Montréal dans tous les domaines si l'on se résout à « l'établissement d'une corporation élective ». Ce que la ville veut, c'est « le pouvoir de régler sa police et son gouvernement intérieur » afin de remédier aux difficultés présentes et d'« avancer l'accroissement futur de la prospérité . . . » Puis l'assemblée décide d'instituer un comité qui dressera une requête, lui trouvera les signatures requises et la transmettra aux différents corps législatifs ; il se composera des membres suivants : J.-R. Rolland, P. McGill, George Moffat, D.-B. Viger, M. O. Sullivan, J. Boston, Jules Quesnel, George Gregory, John Fly. Les Anglais les plus éminents de Montréal s'unis-

sant aux Français, la Législature n'avait plus qu'à céder. C'est dans le cours de la session de 1831 qu'elle adopte le bill qui érige les villes de Québec et de Montréal en municipalité. En mai 1832, M. Trudeau dit que cette loi, qui s'est fait attendre pendant près de deux années, est enfin revenue d'Angleterre dans le cours du mois de juin avec la sanction royale. Pas assez tôt cependant pour être mise en vigueur tout de suite car un article stipule que les élections auront lieu dans la première semaine du mois de juin. Québec présente une requête pour que la législation soit immédiatement appliquée. Celle-ci est soumise à la cour du Banc du Roi qui la soumet à son tour aux avocats de l'Etat. Ceux-ci ne rendent pas un verdict favorable puisque M. Trudeau ne parlera des élections que l'année suivante ; la ville a été divisée en huit quartiers : Est, Ouest, Sainte-Marie, Saint-Laurent, Saint-Louis, Saint-Joseph, Saint-Antoine, Sainte-Anne. Parmi les noms des élus, on note ceux de Jacques Viger, du Dr Nelson, de Charles-S. Rodier, du Dr Lusignan, etc. Le conseil choisit immédiatement Jacques Viger comme maire, M. Livingston devient inspecteur des travaux publics, Augustin Welbrenner, inspecteur de la police, P. Auger, secrétaire et trésorier avec des appointements annuels de L 300. Québec a également élu des citoyens respectables et son premier maire est Elzéar Bédard.

Cet acte ne demeurera que trois années en vigueur ; il expire au mois d'avril 1836, il doit être renouvelé. Mais dans la lutte que livre maintenant la Chambre d'Assemblée contre les deux conseils et le gouverneur, il est l'une des grandes victimes et reste sur le carreau, avec un grand nombre d'autres bills essentiels au bien-être de la Province. Et « par là, dit M. Trudeau, la Magistrature rentre de ce jour dans tous les pouvoirs qui lui avaient été enlevés et transférés à ces corporations » ; deux autres bills, « ceux du guet et de l'éclairage », ne sont pas renouvelés non plus. C'est donc le gouvernement provincial qui assume de nouveau l'administration, il la conservera pendant les troubles de 1837-1838. Et les magistrats par l'entremise desquels il agit dirigeront la police et tous les autres services. Durant ce même

été 1836, Montréal se prépare à s'éclairer au gaz; le laboratoire se construit, les conduits se posent dans les principales rues : Notre-Dame et Saint-Paul ; en décembre, des magasins de ces deux rues emploieront le nouveau carburant qui donne « une clarté beaucoup plus nette et plus éclatante que l'huile dont on faisait usage ci-devant ». Ainsi, malgré la période révolutionnaire, les progrès de la ville se continuent. En 1837, encore, on entreprend un vaste ouvrage public : « Une amélioration considérable et importante a été commencée cet été, et va contribuer puissamment à l'embellissement autant qu'à la salubrité d'une des principales rues de la ville, c'est le canal circulaire en briques que l'on fait sur la petite rivière qui passe derrière la ville au centre de la rue Craig et que l'on se propose de couvrir dans toute sa longueur. Déjà la principale partie est faite et une autre année verra achever le reste. Ce sera alors la plus belle rue de la cité par la longueur et par la largeur, par les deux rangées d'arbres qu'on se propose d'y planter le long des deux parapets latéraux, elle sera aussi beaucoup plus salubre . . . » ; faute de courant, les eaux croupissaient là pendant les chaleurs de l'été ; on y jetait les ordures ; les détritus y arrivaient aussi par les canaux du faubourg Saint-Laurent. « Cette rue sera le Broadway de Montréal à l'instar de celui de New-York » ; bien plus, elle « est destinée à devenir par la suite une des plus belles promenades publiques de Montréal ». Le commerce s'y installera peut-être plus tard ; autrefois, il se concentrait dans la rue Saint-Paul ; maintenant, presque chaque maison de la rue Notre-Dame est une échoppe : « C'est à qui aura la plus riche et la plus décorée » ; la Place d'Armes subit aussi l'envahissement. Les prophéties de M. Trudeau pour la rue Craig se sont bien mal réalisées. Mais l'ouvrage s'imposait.

C'est en 1840, après une interruption de quatre années, que le Conseil Spécial rétablit les corporations municipales de Montréal et de Québec. Toutefois, une élection n'a pas lieu immédiatement. Le gouverneur s'est réservé pour une période de dix-huit mois le droit de nommer lui-même le maire, les échevins et les conseillers. Ces

gens ne seront donc que des fonctionnaires. Ils auront pourtant le pouvoir d'imposer des taxes, de doubler et même de tripler les cotisations. Le 26 août, le public apprend les noms des membres de ce conseil. M. Peter McGill est maire. Les échevins sont Jules Quesnel, Adam Ferrie, C.-S. Rodier, J. G. MacKenzie, C. Sabrevois de Bleury et J.-M. Jobin ; parmi les conseillers de ville, il faut noter Stanley Bagg qui avait été l'adversaire du Dr Tracey dans l'élection de 1832, Olivier Berthelet, Hippolyte Guy, etc. « Voilà la corporation de l'élection de M. Thompson », dit ironiquement M. Trudeau. Elle loue la maison de Madame de Beaujeu dans la rue Notre-Dame « au modeste prix de L 150 pour y tenir son bureau et ses séances » ; elle lui donnera le nom de City Hall. Deux conseillers de ville, M. Tait et M. Handyside refusent de siéger ; ils sont remplacés par M. Redpath et M. Mathewson ; mais fait sans précédent, ils versent une amende de L 50 prévue par le bill pour demeurer en dehors de la politique municipale. On commence à macadamiser les chemins de l'île et à établir des barrières de péage. L'an suivant, en 1841, commence une expérience intéressante: le pavage des rues avec du bois, « système que depuis peu d'années on a adopté avec succès dans les Etats-Unis et en Angleterre ». On place les « blocs en forme de cube un peu incliné, de neuf pouces de hauteur », sur un fonds épais de mortier. Les travaux commencent dans la rue Saint-François-Xavier, ils se poursuivent dans la rue Notre-Dame, depuis le Séminaire jusqu'aux Récollets. Ce n'est qu'en 1842, que la ville peut élire son conseil municipal. Presque tous les élus sont des Canadiens ou bien encore des patriotes ; ils comptent onze conseillers sur dix-huit. « Joseph Bourret devient maire ; le même homme prendra une grande part à la réorganisation de la Société Saint-Jean-Baptiste. Cette première élection paraît avoir été assez tranquille. Il n'en est pas de même de la seconde qui a lieu le 2 juin 1844. Le ministère LaFontaine a démissionné ; les Canadiens sont encore en opposition violente avec le gouverneur et les bureaucrates. Ceux-ci interviennent de nouveau dans les conflits électoraux ; les anciens abus renaissent. Deux citoyens sont tués ;

d'autres reçoivent des blessures graves ; des propriétés sont détruites ; les sociétés dont on avait signalé à plusieurs reprises l'existence dangereuse, sont de nouveau à l'oeuvre, et leurs membres font la garde autour des polls. M. Trudeau ne cache pas son indignation : « Et par là, dit-il, (ils) ont réussi à éliminer tous les candidats libéraux et Canadiens ». Le 9 décembre, les nouveaux élus élisent comme maire J. Ferrier. Mais qu'ils soient d'une couleur politique ou de l'autre, Montréal passe après la révolution par une grande crise de croissance ; les valeurs immobilières acquièrent rapidement de la valeur ; M. Trudeau en donne des exemples frappants. Le 21 janvier 1845, la ville achète l'aqueduc qui existe depuis au delà de vingt ans, que Thomas Porteous a construit et qui est passé subséquemment entre les mains du Dr Hayes et de Valentine ; ces derniers demandent L 100,000, ils en obtiennent L 50,000, et le 15 mai, la corporation transporte ses bureaux à l'aqueduc, en même temps que le corps de police est augmenté de 40 à 60 hommes. Durant la même année, elle obtient le pouvoir de contracter des emprunts plus considérables et pouvant s'élever jusqu'à la somme de L 150,000.

L'élection de mars 1845 est célèbre dans l'histoire de la ville. Tout d'abord, elle est aussi mouvementée que la précédente, ce qui n'est pas peu dire ; des bandes armées de bâtons, de manches de hache, d'armes à feu, s'emparent des abords des bureaux de votation ; cette « canaille soldée » moleste les Canadiens et commet de nombreuses illégalités. Puis ensuite le lundi, 10 mars, commence la période où Montréal compte deux maires. Au cours de l'élection qui doit donner ce magistrat à Montréal, M. Ferrier, le maire précédent et le candidat de la bureaucratie, vote pour lui-même. Les jurisconsultes affirment que ce vote est nul, que M. Ferrier ne peut se prononcer ainsi qu'en cas de partage égal des voix et non pour les égaliser. Mais une bande d'énergumènes était là, M. Mills, le chef de l'autre faction doit disparaître en douce le plus rapidement possible avec ses amis. Il prête pourtant le serment d'office. Mais la faction Ferrier ne se soumet pas ; elle procède à une nouvelle élection et intalle son

héros dans les honneurs suprêmes. C'est la Cour Supérieure qui doit décider entre les deux hommes. Pendant six semaines, les travaux sont arrêtés, les taxes ne se perçoivent plus, les traitements ne se versent pas, toutes les affaires municipales sont en plan. M. Ferrier entreprend un voyage pour sa santé. M. Mills reprend alors le pouvoir, il déclare que tous les actes de son adversaire sont illégaux, et l'activité municipale reprend dans tous les domaines. Mais ses actes à lui sont-ils vraiment légaux ? Le tribunal ne s'est pas prononcé, de sorte qu'il reste un doute sur la validité de toutes les actions du nouveau régime. Enfin il lui donne gain de cause, il sanctionne toute sa conduite.

Ainsi va la vie municipale dans ce Montréal d'alors mi-anglais, mi-français, aux passions violentes. Mais la politique n'occupe pas tout le temps de tous ces hommes. Ils trouvent le temps de lire. Et dans ce domaine, comme dans bien d'autres, les Sulpiciens prennent des initiatives remarquables. Ainsi le dernier dimanche du mois de juillet 1844, du haut de la chaire, Messire Quiblier, supérieur de Saint-Sulpice, annonce la formation à Montréal « d'une association bibliothécaire ou de l'oeuvre des bons livres » ; le coût d'admission dans cette société sera de cinq chelins. Cette cotisation est annuelle et donne droit à l'usage gratuit des livres. Les Montréalais qui ne seront pas membres de la société, devront fournir un dépôt ou présenter la recommandation d'une personne bien connue, de façon que le prix du volume soit remboursé si ce dernier est perdu ou détérioré. La bibliothéque compte déjà deux à trois mille volumes fournis par le Séminaire, les congrégations d'hommes et de filles. « Un semblable établissement se faisait désirer depuis bien longtemps », dit M. Trudeau. La paroisse de Québec a donné l'exemple : elle a déjà ouvert une bibliothèque, il y a plus d'un an, sous les auspices du Séminaire. L'évêque de Montréal sera le président de la Société de Montréal ; sa fête patronale sera la solennité du Saint-Nom-de-Marie. Au mois de septembre, M. Trudeau inscrit une note à l'effet que le projet est exécuté : « On a commencé, écrit-il, à prendre des livres

à la bibliothèque des bons livres qui est installée dans l'appartement voisin du bureau de la Fabrique sur la Place d'Armes, qui servait ci-devant de chapelle des Morts » ; on a construit des rayons le long des murs. Un Français du nom de Lacoste est le gardien de la pièce. La bibliothèque est ouverte le mardi et le jeudi avant-midi de chaque semaine, de dix heures jusqu'à midi, et de trois à cinq heures le dimanche.

Les historiens trouveront un butin précieux dans *Mes Tablettes*. C'est un journal qui mérite d'être consulté avec soin. En le lisant, on se rend compte que, comme l'a dit le poète, notre histoire est un écrin de perles ignorées. Il y aurait trente, cent études à faire sur les matières qu'aborde M. Trudeau, et que nous ne connaissons que d'une manière fragmentaire.

Les unes relèvent de la petite histoire, c'est vrai, mais les autres relèvent de la grande histoire et elles ont un intérêt général.

Léo-Paul Desrosiers.